Grappe Belgique

-- Publications grappe - Communiqués de presse --

Communiqués de presse

Communiqué de presse

Lettre ouverte aux militants écologistes

Grappe

lundi 19 juillet 2004

Résumé :

"*Quand l'histoire advient, elle est toujours tragique, mais quand elle se répète, elle devient une comédie.*" Karl Marx

Chère amie, cher ami,

Interpellé par l'ensemble des résultats électoraux des dernières élections, le Grappe (groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique) a décidé de communiquer sa réflexion aux militants écologistes dans l'objectif de contribuer à coaliser les forces en action pour que demain se rouvre un espace politique à même de permettre l'expression de la spécificité de l'Ecologie politique.

En effet que constatons-nous :

Pour l'Europe :

L'Europe a subi ce 13 juin un échec démocratique de taille. Les records d'abstention sont alarmants, particulièrement dans les nouveaux pays adhérents. Le rendez-vous avec les citoyens a été manqué alors que les élections européennes avaient une haute portée politique. Pour la première fois, elles se tenaient sur tout le continent et à la veille d'un enjeu de taille pour l'avenir européen : non seulement le projet de Constitution mais surtout la définition d'un projet politique clair pour l'Union. Très normalement, en absence de débat sur les véritables enjeux, les citoyens européens se sont concentrés sur les enjeux nationaux. Leur vote pouvant même aller jusqu'à l'élection de représentants de partis populistes et souverainistes anti-européens

Ces résultats sont symptomatiques d'une cassure grave entre les populations européennes et leurs représentants. L'ensemble du monde politique doit prendre au sérieux ce message des citoyens, qui expriment en s'abstenant massivement ou en votant pour des partis populistes ou non démocratiques, leur méfiance ou leur colère envers la classe politique, leur sentiment de ne pas être écouté ou encore le sentiment d'être grugé.

Comment aurait-il pu en être autrement lorsqu'on constate notamment que les grands choix européens se font en dehors des élections et sans associer le parlement européen ou les parlements nationaux ? Ou encore, lorsqu'on voit la commission européenne prendre des décisions au plus grand mépris de l'intérêt des citoyens européens.

Les exemples ne manquent pas. Rappelons simplement parmi les plus récents, la décision unilatérale de la commission de lever le moratoire sur les OGM [1] et l'adoption d'une proposition de directive permettant une large libéralisation des services (directive Bolkenstein) [2] en risquant ainsi de rejeter une partie plus importante de la population dans la précarité.

En Belgique aussi, c'est plus que la sonnette d'alarme qui a retenti

La montée de l'extrême droite en Flandre et en Wallonie, même si c'est dans une moindre mesure, a atteint des proportions des plus alarmantes. Le Vlaams Blok devient le second parti en Flandre. En sièges, le FN dépasse Ecolo en Wallonie.

La réponse ne peut plus être seulement dans la stigmatisation de l'extrême droite tant le signe de la désaffection à l'égard du politique et le vote de protestation vers des formations politiques extrémistes et dangereuses est criant. Nous nous devons de constater que ce qui importe trop

souvent dans le chef de tous les partis politiques, c'est non pas d'agir avec une vision d'avenir, mais bien de donner l'illusion de l'action. C'est aussi de rejeter la responsabilité de la désaffection vers d'autres sphères ou d'autres partis. Ce n'est pas moi, c'est l'autre.

Si on veut changer la politique, il faut changer le politique. Lorsque l'objectif se limite à paraître et à séduire par des pratiques usuelles de marketing sans réformer le mode de fonctionnement de la politique, la démocratie est pervertie : elle n'est plus qu'un leurre.

Une des tâches principales à relever par l'ensemble des forces démocratiques est de s'attaquer aux causes profondes de ce phénomène. Cela suppose notamment que tous les partis se remettent en question et joignent la parole à l'acte : faire de la politique autrement. Cela suppose aussi que les militants associatifs et politiques s'investissent plus encore dans les différents tissus que leur vie professionnelle, familiale, sociale et politique les amènent à vivre et qu'en tout lieu ils pratiquent la cohérence de l'action et de la parole. Penser globalement, agir localement. Cela suppose encore que les partis démocratiques reconnaissent et soutiennent cet investissement sans récupération aucune.

Et Ecolo dans tout cela ?

Après la débâcle électorale de 2003 [3] , le désamour à l'égard d'Ecolo est à nouveau confirmé.

Au Parlement bruxellois, les Verts ont perdu 7 sièges sur 14, alors que le nombre total de députés a augmenté de 75 à 89 [4]. Par rapport aux élections de 2003, Ecolo n'a pas enrayé sa chute puisqu'il passe de 9,5 % à 8, 35 %.

Au parlement wallon, Ecolo certes a légèrement augmenté son score (1% en moyenne) au regard des élections 2003. Mais il est devenu le 5ème parti wallon, derrière l'extrême droite en chutant de 14 à 3 élus. Si de manière plus réaliste, on compare les chiffres d'aujourd'hui à ceux de 1995 (et donc à ceux obtenus avant la grande poussée d'Ecolo), on ne peut que constater un net recul [5].

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Le projet des écologistes n'est manifestement plus perçu comme une alternative crédible aujourd'hui alors que l'Ecologie politique est le seul projet de société global, solidaire et novateur à même de rencontrer les défis majeurs auxquels sont confrontés les sociétés occidentales et, plus généralement, les habitants de l'ensemble de la planète.

Il va de soi que le recul électoral, le rapport des forces en présence et la perte de statut en Région wallonne réduisent à peu de choses les possibilités d'influence des écologistes dans le champ institutionnel.

Il ne s'agit pas de céder à la panique face à ce constat mais bien d'envisager calmement la meilleure manière de donner un nouvel élan au projet écologiste.

Le seul scénario présenté publiquement jusqu'ici par les porte-parole d'Ecolo consiste à tenter de participer à un exécutif, pour prolonger le travail réalisé dans la législature passée et plus encore, pour disposer d'un tremplin qui permettrait ce nouvel élan.

Les propos polis, mêlés d'une part de condescendance, du président du PS permettent d'envisager un tel scénario.

Nous estimons, quant à nous, que ce choix mérite d'être analysé dans toutes ses implications, tant pour Ecolo que pour l'Ecologie politique elle-même. Et qu'à côté de toute participation éventuelle, il est indispensable de lancer d'autres modalités d'actions.

La présence dans un gouvernement donne incontestablement des moyens humains et techniques que l'opposition ne permet pas. Mais, ne nous leurrons pas ; elle contraint à composer en permanence avec les partenaires gouvernementaux, surtout quand cette présence n'est pas indispensable à la majorité. Lorsque, comme c'est le cas aujourd'hui, ces partenaires sont très dominants, et le PS le sera de toute manière, composer signifie s'aligner, du moins sur l'essentiel.

Nous avons connu cela avec la première participation gouvernementale, il s'agit d'en tirer les leçons et de s'interroger sans faiblesse : de quelle participation gouvernementale s'agit-il ? Dans le cadre de quel projet politique ? Cette participation permettra-t-elle de faire avancer le projet écologiste ? Dans quelle mesure ? S'agira-t-il de mesurettes alors que l'essentiel sera écarté, nié, oublié ? l'Ecologie politique peut-elle sortir renforcée de cette participation ou au contraire le projet perdra-t-il toute sa spécificité ? A quelles conditions ?

Le poids politique actuel d'Ecolo étant réduit (avec une nuance importante pour Bruxelles, où la présence d'Ecolo est indispensable en cas de majorité PS-CDH- ECOLO), c'est tout le projet politique écologiste qui risque d'être confiné dans un espace étriqué. Dans ces conditions, une participation gouvernementale risque d'être plus un handicap qu'un atout pour un nouvel élan. Il est en effet essentiel de prendre en considération un paramètre trop souvent ignoré : le fait de participer à un gouvernement signifie aussi la perte de la liberté d'action et de parole que permet l'opposition. Cette liberté nous parait indispensable pour redonner à l'Ecologie politique le souffle capable d'entraîner à nouveau l'adhésion et ainsi de peser réellement sur les grands enjeux. Peut-on à la fois participer et garder la liberté de parole nécessaire à une expression forte du projet politique ? A quelles conditions ?

Une des leçons à tirer de la première participation, c'est que toutes les forces vives d'Ecolo se sont focalisées sur elle et sur elle seule. En maintenant constamment le nez dans le guidon, Ecolo a trop souvent manqué d'ouverture et a cessé de parler vrai avec les citoyens et les militants qui de l'extérieur d'apporter leur aide. Il s'agit aujourd'hui pour Ecolo de retisser les liens entre Ecolo et les différentes formes du travail de terrain. Il faut rouvrir les espaces démocratiques à même de permettre les échanges entre les forces écologistes.

Le Grappe n'entend pas se substituer aux militants Ecolo pour les décisions à venir. Mais, soucieux avant tout de l'avenir du projet écologiste, il souhaite faire entendre une voix critique et éviter que les contraintes de court terme ne pèsent d'un poids trop lourd au point d'oublier l'essentiel. Il cherche a ouvrir des voies et modestement il tente de contribuer à créer ou recréer les conditions pour une Ecologie de la responsabilité.

Avec nos salutations cordiales,

Michèle Gilkinet, Paul Lannoye, Inès Trépant

[1] Pour rappel cette décision a été prise en mai et donc en dehors de toute possibilité de contrôle parlementaire et en l'absence de majorité au sein du Conseil européen (6/15 seulement se sont prononcés pour la levée du moratoire)

[2] Le Commissaire belge, Philippe Busquin, a approuvé le projet de Directive avant de s'inscrire en campagne électorale contre celle-ci !

[3] Chiffres CEVIPOL et Ministère de l'Intérieur

[4] dont de 64 à 72 francophones

[5] Parlement wallon de 10,4 % à 8, 52 %. Parlement bruxellois de 9,03% à 8, 35 %